

# COLLECTIF DES MORTS DE LA RUE



**Débat à la suite de la projection du film « *Claude Wiéner, être prêtre* » d'Isabel de Bary.**

*Claude Wiéner* — J'ai été le premier cobaye d'Isabel de Bary, ce qui m'honore car il n'y aura pas d'autre premier. Ce qui est important, ce n'est pas moi, c'est les morts de la rue.

*Isabel de Bary* — On n'est pas bavard dans ces cas-là. Je trouvais intéressant de commencer cette série sur « les formes de l'engagement » par un portrait d'un prêtre car on est dans une société judéo-chrétienne. Les morts de la rue sont aussi un sujet important. Je vous présente Bernard qui est membre de l'association des morts de la rue et Cécile Rocca qui en est la permanente.

*Raoul Sangla* — On peut les féliciter. [*Applaudissements*]

*Cécile Rocca* — En 99, dans une association parisienne, il y avait 10% des personnes domiciliées qui sont mortes en un an. J'y travaillais à ce moment-là, et on s'est posé la question, est-ce que vraiment on était nul et que du coup on n'arrivait à rien faire pour les aider, ou est-ce que la réalité de la rue menait à une mort prématurée. Parce qu'ils avaient à ce moment-là 36-37 ans en moyenne, les plus jeunes avaient 19 ans et l'on était engagé avec eux, enfin on les connaissait et cela ne nous était pas

indifférent. Donc est-ce qu'on était des nuls où est-ce que c'était quelque chose qui était répandu et, si c'était répandu, on n'avait pas le droit de le taire. Ça a commencé comme ça, on n'a pas le droit de le taire, c'est une réalité vraiment de notre temps, des gens meurent devant nous. Par rapport à ça, la première chose, ça a été de mettre en commun notre expérience à plusieurs associations. Le faire-part a été le premier acte mais, comme un acte militant, de dire, regardez ils meurent! Et l'autre version de la médaille, c'était pour les copains vivants et aussi pour nous autres qui travaillions à leurs côtés, c'est de ce dire qu'écrire leurs noms c'est refuser l'oubli et se donner les moyens de commencer à faire un deuil nous aussi et de se placer du côté des vivants et de ne pas se laisser entraîner par une grosse vague qui nous aspire. Puis, après ça, le reste a découlé petit à petit, il y a eu un certain nombre d'actions, dont on a vu quelques-unes dans le film, notamment l'accompagnement au cimetière et la célébration. On a cité celle du printemps dernier, donc de l'année dernière, qui a eu lieu sur la piazza du centre Pompidou à Paris d'une manière assez solennelle, voilà. Après ça, que dire... Que c'est une action qui doit répondre à un besoin car elle fait des petits ailleurs. Il y a deux jours, on était à Bruxelles parce qu'il y avait la première célébration des morts de la rue là-bas à Bruxelles et que là notre aura lieu au Trocadéro le 28 juin prochain si vous vouliez nous y rejoindre vous serez on ne peut plus les bienvenus.

*Raoul* — Je voudrais tout d'abord féliciter, effectivement, et filmeur et filmé pour le portrait, le gros plan, c'est comme ça que Pierre Cardinal dans les années soixante à la télévision française appelait ce genre-là, le gros plan puisque le visage de Claude occupe souvent l'écran. Mais il est vrai que lorsqu'on pense aux SDF il est rare que l'on aille jusqu'à envisager leurs morts précisément. On les rencontre, on les croise, éventuellement, on leur donne une aumône selon les cas, mais, effectivement, aller jusqu'à envisager leurs morts et les conditions de leurs funérailles ne viennent pas nécessairement à l'idée. Je voudrais savoir comment est-on passé de ce que Claude évoquait, c'est-à-dire la fosse commune, au système apparemment individualisé que l'on vient d'apercevoir au cimetière de Thiais où chacun a sa tombe et c'est le cas d'ailleurs, est-ce que chacun a sa tombe? Est-ce que ces tombes sont identifiées indépendamment d'un chiffre ou d'un numéro? Des questions qui me viennent simplement à l'esprit pour information. En vous félicitant pour votre militantisme bien sûr.

*Cécile* — Il y a en effet quelques questions sur les conditions de sépulture mais ce n'est vraiment pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que ce sont des êtres humains et que les questions qu'on pose sur leur mort sont pour interroger sur ce qu'on leur donne à vivre avant, pour mener à cette mort trop tôt. C'est ça l'essentiel. En général, au niveau de l'inhumation à proprement parler, c'est une décision municipale: ce qui se passe à Paris n'est pas la même chose qu'à Ivry, n'est pas la même chose qu'à Lyon, ni qu'à

Bordeaux, Marseille etc. Donc, on peut répondre facilement pour Paris. Il y a encore jusqu'en 1990 environ une fosse commune et, lorsque les gens n'avaient pas d'argent pour payer, on n'avait pas le droit d'accompagner, d'aller accompagner. Les enterrements avaient lieu, mais on ne sait pas dans quelle condition vu qu'il n'y avait aucun témoin de ce qui se passait et quand on avait des amis qui mouraient on se bricolait des célébrations sans le corps, on faisait comme on pouvait. Il y a eu peu à peu des améliorations qui ont été faites, notamment ces fameux caveaux qui ont été faits, qui ont remplacé la terre commune. Petit à petit, lorsqu'il y a eu la demande de proches, il y a eu une prise en charge quasiment totale de la ville de Paris avec le droit de passer par le lieu de culte de son choix et de faire un enterrement comme pour n'importe qui, d'une manière assez digne. Avec des caveaux, qui ont ceci de particulier, ils ont un système d'aération et de petite chimie qui permet au corps de se décomposer plus vite et de laisser la place au suivant. Il faut circuler, jusque dans la mort, circulez ! Donc il y a ça. Les convois lorsque les proches n'étaient pas là, avant qu'on les accompagne, c'est-à-dire avant fin 2003, étaient des convois par huit personnes, c'était le poids qui était inscrit au marqueur sur les cercueils et ils attendaient à l'institut médico-légal qu'il y ait huit corps et ces corps étaient transportés à Thiais, sans témoins, à ce moment-là. On a demandé, notamment pour que toutes les personnes de la rue soient certaines d'être accompagnées, même si on ne retrouvait pas les proches au moment de sa mort, pour donner, une espèce de sécurité de fond. Et il y a des personnes de la rue qui disparaissent sans qu'on sache ce qu'ils deviennent, donc pour avoir le nom des personnes également. Notre intérêt était double dans l'histoire. On a signé une convention avec la ville pour réclamer tous les morts qui n'étaient réclamés par personne. À ce moment-là il y a eu, comme c'était vraiment insupportable ce qui se passait avant, des améliorations qui ont été faites. Les convois sont actuellement de quatre personnes que nous accompagnons... Qui veut accompagne. Vous pouvez venir, des bénévoles, des citoyens, des gens ordinaires accompagnent. Et une fleur est posée sur la tombe, le nom est écrit sur le cercueil et sur les tombes, il n'y a plus uniquement le numéro, mais il y a, avec un retard un peu fonctionnaire, un peu administratif, et avec les conditions de temps...

*Claude* — Et l'on dit les paroles.

*Cécile* — Et l'on dit des paroles sur place, on pose une fleur, le nom écrit sur la tombe. Tout ça étant quelque chose d'un rituel minimum, mais d'un rituel extrêmement respectueux dans lequel on a entraîné les fossoyeurs qui maintenant prennent ça à cœur en y mettant autant de dignité que s'ils enterraient le président de la république. C'est beau, ce qui se passe, c'est beau.

*Isabel* — J'ai fait ça avec Claude, je suis allée une fois parce que je voulais comprendre. Je ne vous cache pas qu'avant de partir à l'institut médico-

légal, on n'est pas très... C'est un peu bizarre d'enterrer des gens qu'on ne connaît pas, on se pose une multitude de questions. Ça ramène toujours à ses propres deuils. Il y a quelque chose comme ça, une espèce d'échange éphémère, évidemment qui ne sert à rien, mais qui est très important... Les morts de la rue ont fait un livre formidable qui est juste là, sur la table, qui montre bien leur action. C'est vrai que c'est un peu morbide de parler des morts de la rue. Quand j'ai fait ce film, quand je disais que je travaillais sur les morts de la rue tout le monde me disait, oh là là, ce n'est pas drôle. Non, c'est très très important, et Claude le dit très bien, ce qui fait qu'on est des humains et qu'on se constitue en société, entre autres c'est que l'on enterre ses morts... On vit tous pour crever et il faut bien vivre pour ça, donc ces gens-là ils ne vivent pas bien et ça montre cette question-là. Alors, évidemment, cette question-là est exprimée d'une manière extrêmement violente. Mais ça parle de beaucoup de choses et moi ce que j'aime particulièrement dans ce livre c'est qu'il y a une première partie qui raconte en détail l'action des morts de la rue, les ateliers d'écriture etc., etc. Puis une autre partie qui est très très intéressante qui est sur trois, quatre portraits, je ne sais plus le nombre exact, de personnes, qui s'en sortent ou qui ne s'en sortent pas, mais qui racontent leurs vies et c'est plein d'espoir. La première partie est un peu difficile, mais je crois qu'il faut affronter cette complexité. Moi il y a une chose, depuis cette histoire-là, qui me choque de plus en plus, c'est qu'en se promenant sur le périphérique, vous avez des sortes d'architectures, de tentes, de choses comme ça et nous quand on fait des interventions urbaines, on nous pose souvent le problème de l'autorisation de l'occupation de l'espace public. Les SDF, ils n'ont pas de problème d'occupation de l'espace public, par contre, on leur permet d'occuper l'espace public à certains endroits, s'ils sont bien cachés. Par exemple sous le pont d'Austerlitz, je suis allée chercher ma sœur gare d'Austerlitz, tous les poteaux il y a un mec dans un carton, ce n'est pas possible ça. Donc, oui c'est violent de parler des morts, ce n'est pas rigolo d'accompagner des cercueils à Thiais en même temps moi je vous engage vivement à le faire parce que dans nos actes militants, entre guillemet, c'est un petit moment, d'abord qui n'est pas si morbide que ça. Je n'ai pas trouvé ça morbide et je pense que si on affronte le discours sur la mort, on affronte bien mieux le discours sur la vie. C'est ce que j'ai appris avec cette histoire-là, sachant que moi je ne suis pas du tout chrétienne et j'ai un rapport à la mort qui est beaucoup plus rationnel que nos amis chrétiens où la chose est bien mieux organisée.

*Claude* — Elisabeth a levé la main dans le fond.

*Elisabeth* — Je voulais juste dire que nous avons fait beaucoup de progrès avec le respect pour les morts, mais nous n'avons peut-être pas fait beaucoup de progrès pour le respect que nous pouvons avoir pour eux quand ils sont en vie et pour beaucoup ça dépend du regard que nous avons quand nous les rencontrons et quand nous les voyons.

*Bernard Sarazin* — Dans ce sens-là, il faut bien insister sur le fait qu'il y a deux dimensions dans notre action. Il y a la célébration des morts : il est trop tard, mais on peut encore le faire et puis il y a la recherche des causes de ces morts et ce fait massif. Le premier objectif c'était de dire, « vous ne le savez pas ». Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui ne se rendaient pas compte qu'il y avait autant de morts prématurés et dans des moyennes d'âges qui correspondent aux sociétés les plus démunies du monde. Ça, c'était la première chose à faire, mais c'est un révélateur terrible, comme le dit Claude dans le titre de son papier.

Qu'est ce qui fait, alors qu'il y a tout un appareil d'aide sociale, ça coûte assez cher à la société même, et il n'est pas efficace puisqu'il laisse mourir... Il détruit autant qu'il aide. Et ça, c'est une révélation aussi, c'est une de nos tâches et peut-être la plus difficile maintenant, c'est de démontrer, d'arriver à trouver les mots pour expliquer qu'avec tout ce qu'on fait, on fait mal, on ne sait pas faire. On ne sait pas faire parce qu'on a mal regardé les causes et qu'on s'imagine qu'il suffit de donner un toit et un métier. Déjà ça, ce n'est pas si simple, mais ça ne résout pas les choses. On a une sorte de mythe de la réinsertion.

On a affaire à toute une partie de notre société, cette petite société de la rue, qui est détruite par une expérience très radicale de perte de l'identité et qui va avoir des séquelles considérables toute la vie quand on les suit. Et finalement il n'y a guère que les associations qui peuvent suivre durant cinq, dix ans, des gens qui vont souvent mourir vers quarante ans, cinquante ans. Il y a une période où ils mouraient encore plus jeunes au démarrage parce qu'il y avait un effet très fort de la drogue. Dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix, la toxicomanie avait fait des ravages et donc on a eu à subir, on peut dire subir pour les bénévoles et les permanents, c'est une épreuve, c'est la raison d'ailleurs, parce qu'on ne pouvait plus le supporter, il fallait qu'on le dise, c'est pour ça qu'on a créé le collectif. Mais il faudrait réfléchir sur la façon dont on aide ces gens non pas seulement à s'en sortir, mais à vivre à côté de nous et comment. Et là il y a beaucoup de choses à dire en particulier qu'une discussion très critique, qui est très difficile, du système d'aide sociale, de la machine sociale, qui, comme je le disais tout à l'heure, par ses hébergements massifs dans l'urgence et autres choses dans le genre. Alors qu'il faudrait traiter ces cas, c'est autant de cas, autant d'histoires. Pour les traiter c'est lourd, c'est vrai, mais c'est ça la vie. Ce sont des cas individuels toujours difficiles. Il faut donc trouver des formules adaptées. Les formules actuelles ne sont pas adaptées, il faut le dire franchement. Et les pouvoirs publics, il est très difficile de les remuer dans ce sens-là. Les gens de terrains le savent, mais ils ne savent pas comment le dire et ils continuent de fonctionner dans une machine qui continue à détruire.

*Suzanne* — Excusez-moi, je voudrais revenir au cimetière parce que j'ai une expérience, je ne sais pas si elle est générale ou non, d'un SDF, qui était

connu du bureau d'aide sociale. Il a pu bénéficier, à Thiais, de la division qui est seulement gazonnée, pour dix ans renouvelable une fois. Il y a du gazon à l'américaine paraît-il et à la tête de la tombe une place particulière où l'on peut mettre des fleurs et la plaque du nom de la personne. C'est un exemple que je peux citer.

*Cécile* — Là c'est payant. La seule différence c'est que c'est payant, le reste est pris en charge complètement.

*Suzanne* — Même quand il est connu du bureau d'aide sociale ?

*Cécile* — Oui, oui.

*Suzanne* — En tout cas c'est beaucoup plus accessible qu'autrement, mais effectivement.

*Raoul* — Oui je voulais savoir le chiffre. Connaît-on le chiffre des personnes qui vivent dans ces conditions dans notre pays actuellement ? A-t-on des chiffres qu'on peut croire ?

*Cécile* — Je peux essayer de répondre l'absence de réponse. Les chiffres sont tous pipés. Il y a une étude de l'Insee qui a été faite, il n'y a pas très longtemps. Le problème c'est qu'est ce que l'on compte ? Ce qu'on appelle SDF, c'est quoi ? Est-ce que quelqu'un qui vit dans une caravane est SDF ? Les gens de l'Insee ont dit non. Est-ce que quelqu'un qui vit dans une tente est SDF ? Les gens de l'Insee ont dit non. Est-ce que quelqu'un qui vit à l'hôtel une fois de temps en temps est SDF ? Est-ce que quelqu'un qui vit chez un copain de temps en temps est SDF ? Donc il y a toutes ces définitions-là qui sont très difficiles. Ce qu'ils ont choisi de faire de manière complètement aléatoire, c'est de prendre les villes de plus de quelques milliers d'habitants, ceux qui sont ailleurs n'ont pas été comptés, et de prendre uniquement ceux qui fréquentaient les lieux d'accueil et d'hébergement. Donc ceux qui sont allergiques à ce genre de lieux là n'ont pas été comptés. Les chiffres qui ont été donnés ont leur intérêt, c'est un chiffre. Que j'ai déjà oublié, je suis désolé. Mais qui ne représentait qu'une facette. Il y a des fourchettes, sur Paris on disait que c'était entre 10 000 et 40 000. Pour les personnes qui meurent, tous les journalistes nous demandent des statistiques alors on dit, on n'a que ceux qu'on apprend et en général quand on apprend des décès c'est soit par les associations qui les connaissent ou quand il y a un problème. On nous appelle parce que quelqu'un n'arrive pas à enterrer quelqu'un d'autre ou bien quelqu'un meurt dans un foyer d'hébergement, ils disent, qu'est ce qu'on fait ? C'est là qu'on apprend les décès nous c'est-à-dire quand les gens sont démunis et ne savent plus quoi faire. Pour tous les autres on ne les apprend pas donc on ne les sait pas. Pour ceux qu'on apprend on ne sait pas si ça représente 5 % de la réalité,

10 % ou 40 on ne sait pas. Donc les chiffres dans tout ça ne sont pas très intéressants.

*Franck Poupeau* — Je suis très respectueux de l'action, symbolique notamment, qui est faite. Par ailleurs, je suis aussi curieux d'entendre que ce serait aussi la faute de la puissance publique à un moment où ce sont tous les systèmes publics de protection qui sont détruits. Aussi bien au niveau de la santé etc. Et cette extension des SDF, c'est aussi le produit de la destruction des services publics en matière de logements, d'assurance-maladie, de scolarisation et d'accès au marché du travail. Donc est-ce que l'on n'a pas tant besoin d'un suivi individuel des plus démunis que d'une action collective, a priori, sur la misère de masse.

*Cécile* — Nous sommes on ne peut plus d'accord avec vous.

*Claude* — L'un n'empêche pas l'autre.

*Cécile* — Il me semble quand même qu'on est tous des chercheurs. C'est-à-dire que les gens qui cherchent à aider ces personnes qui sont dans une très grande précarité, ils ne réussissent pas. Ils essayent et il y a des gens de très bonne volonté qui sont dans l'histoire. Il y a à mon avis là-dedans des facteurs multiples. L'un des facteurs, c'est que les personnes de la rue ne sont pas toutes ce qu'on appelait des clochards, il y a quelques années il y a, à la fois des mineurs et des jeunes en fugue de 17 ans. Il y a des personnes qui sont la force vive de leurs pays qui ont vendu leurs outils... les tracteurs, les trucs comme ça, pour qu'il y ait un fils qui aille faire fortune à l'étranger, donc c'est le plus costaud qui vient ici. Il y a, dans les mêmes endroits où l'on accueille des gens, des malades mentaux, parce que la psychiatrie va mal, beaucoup de malades mentaux se retrouvent à la rue. Il y a des familles et il y a aussi de ces gens qui, parce qu'ils sont très fragiles, à cause de ruptures depuis tout le temps, sont devenus des gens très marqués dans leurs histoires avec des problèmes de dépendance et autres. Mettre toutes ces personnes-là dans un même lieu, c'est explosif parce que chacun est une menace pour tous les autres et pour chacun l'idée d'être identifié aux autres est terrifiante. Pour un malade mental être identifié à quelqu'un qui est alcoolique depuis mille ans, ça fait peur. On est la force vive de son pays et l'on se retrouve assimilé à un toxico du coin, ça fait peur. Tous ces gens mis ensemble dans un même lieu, c'est terrorisant. Il ne faut pas les juger en disant c'est tous des imbéciles. Le réflexe, c'est de se dire que si quelqu'un est dans la rue la première chose qui lui manque c'est avoir froid, avoir faim. Ce qui finalement est vétérinaire, on dit les mêmes choses de son chien ou de sa vache. Et du coup on lui répond, et même nous, ça peut nous arriver, en lui donnant un sandwich ou quelque chose comme ça parce que c'est premier. Ça ne nous vient pas à l'idée que ce qui est premier chez un être humain, et même chez nous quand on ose y

regarder, ce n'est pas d'avoir le ventre plein c'est de pouvoir faire la cuisine et inviter ou d'être invité c'est-à-dire qu'autour du fait de manger, il n'y a pas que remplir le ventre mais toutes une symbolisation parce qu'on est des êtres humains.

*Raoul* — La socialité, oui.

*Cécile* — Le fait d'être logé par exemple ne nous suffit pas, le fait d'être dans un endroit au chaud ne nous suffit pas pour être heureux. Il faut pouvoir avoir une interaction avec le lieu dans lequel on est, l'habiter, choisir l'endroit où l'on va mettre, même le peu qu'on a, son sac de couchage si on n'a rien qu'un sac de couchage, près de la fenêtre, loin de la fenêtre, au milieu, au nord, au sud, au soleil etc. Il y a un sens de la manière dont on habite un lieu et ça, c'est refusé à toutes les personnes qui sont dans ces détresses.

*Isabel* — Amener sa copine.

*Cécile* —... Bref. C'est un peu plus humain, je ne prétends pas du tout qu'on a trouvé la solution mais je pense qu'il y a aussi des degrés dans l'inhumain, ou des lieux qui ne sont pas tout à fait inhumains. Voilà alors on est complètement d'accord, on parlait, avec Bernard de se qui se passait du point de vue du traitement de masse parce qu'il y a bien sûr un traitement de masse mais il y a aussi des multitudes de petites initiatives dont le collectif Ivry et beaucoup d'autres qui font un travail plus personnalisé et très bon mais ce n'est pas suffisant c'est clair.

*Bernard* — Juste un mot car je pense qu'il y a eu un petit malentendu tout à l'heure. Je n'ai jamais dit qu'il ne fallait pas que les pouvoirs publics prennent en main les choses ; au contraire, il n'y a pas de véritable... Il y a une politique d'hébergement dans l'urgence, ça, ça existe, il y a un système pour ça. Mais ce n'est qu'une partie du problème reste ensuite, après avoir stabilisé les gens, parce qu'il faut les stabiliser, on ne peut pas les maintenir dans l'instabilité. Après, la seconde partie c'est, refaire du lien social etc. Et ça, c'est un travail au long cours, ça suppose un suivi très long. Ça suppose toute une politique beaucoup plus humaine et c'est dans les associations sur le terrain, qu'on trouve les solutions, et l'on sait où elles sont les solutions. Elles sont dans des petites structures où l'on peut suivre les gens et les aider à revivre, pas à survivre, à revivre, à apprendre à revivre. Et c'est très difficile d'apprendre à revivre. Quand on est tombé dans la rue... On tombe vite dans la rue, c'est un peu comme avec la drogue ou ce genre de chose, quand on est tombé, il faut 10 ans après pour s'en sortir. Et ça, il faut le savoir, et ça, on ne veut pas le savoir, on ne veut pas assez le savoir. Et donc il y a tout une politique à penser, non pas du côté de l'urgence mais du côté de la reconstruction des gens.



*Françoise Corset* — Je n'ai peut-être tout à l'heure pas très bien compris la question ou l'approche du monsieur qui a parlé ici. Il faut ce dire que l'État attend beaucoup que les associations aient des idées, mettent en place beaucoup de chose. Et là je rejoindrais ce qu'a dit Claude tout à l'heure quand il disait dans le film. Je ne sais pas si c'est de cette manière, tu m'en excuseras, mais je l'entends un peu comme ça pour ce que moi je veux, que je suis engagée. Est-ce que nous sommes pris par le caritatif, c'est-à-dire, accueillir les gens. Je pense aux sans-papiers, accueillir les gens, leur rendre leur dignité, les écouter, pour eux-mêmes, dans leurs histoires en leur faisant confiance complètement sur ce qu'ils disent. Mais d'un autre côté on se demande si on n'est pas pris dans, alors nous peut-être moins que vous, dans tout ce qui est dossier à faire pour la préfecture pour obtenir cette carte de séjour qui n'arrive pas, qui n'arrive pas, pour mille raisons. Et il faut savoir que ça fait au moins 30 à 40 % des gens, pour Ivry, qui sont sans toit, sans nourriture. Donc ça en fait partie, c'est simplement... je veux le signaler et quelques fois dans notre collectif, ici à Ivry, donc il y a un collectif SDF et un autre pour les sans-papiers, est-ce que finalement ce ne serait pas un grand piège? Claude a parlé de politisation, on l'avait peu employé, ce n'était peut-être pas l'objectif premier, mais je le crois important cependant. Est-ce que nous ne passons pas beaucoup de temps, finalement, que nous ne rentrons pas dans le jeu de toutes ces lois qui font qu'on fait un dossier pour un sans-papiers comme ça, un deuxième... Vous, vous avez les mêmes choses pour obtenir un petit droit, peu de chose quelquefois. Et si on ne consacrait pas notre temps à changer, à renverser les propositions de cette société qui est en fait en train de générer. J'avais cru comprendre, mais je crois que ce n'est pas ça, l'aide de l'état est important dans toutes ces aides sociales, je ne vois que pour les sans papiers, je ne peux parler que de ce que je connais. L'AME maintenant pour l'avoir, il faut se battre et encore on est dans une ville où les dossiers sont pris en compte etc. Nous avons des villes maintenant, parce que nous ne prenons pas que des Ivryens quoique nous soyons un peu débordés, où maintenant les maires ayant un certain choix ne prennent pas les enfants à l'école, ça y est nous y arrivons. Alors je vais dire que l'exclusion, elle va commencer très, très tôt. J'ai envie de dire oui, ça commence, il faut célébrer la dignité de la personne qui s'en va. Mais il faut absolument qu'avant nous nous battions pour qu'on n'arrive pas à quelque chose, j'allais dire de misérable, en tant que Français, pas en tant que personne.

*Cécile* — Moi je suis très, très touchée, à la place qu'est la mienne, c'est-à-dire très présente pour écouter des gens qui ont des difficultés à un moment donné pour enterrer leurs morts, c'est ma place, c'est comme ça. Mais je découvre là-dedans un certain nombre de personnes qui pour moi sont un vrai réseau de résistance. C'est par exemple une gardienne d'immeuble dans le quartier du Marais qui a hébergé en cachette dans une chambre de bonne une personne de la rue. Là où ça a été plus compliqué c'est quand

cette personne est morte. Là elle nous a appelés : au secours, comment on fait ? Je connais deux personnes qui étaient colocataires dans un petit deux pièces, qui ont hébergé une famille, justement de sans-papiers, quatre personnes, pendant un an et demi, le temps que leurs situations se régularisent. Il y a à Paris une station de métro où le chef de station laisse habiter, même lorsque ce n'est pas la période des grands froids, des personnes de la rue contrairement à toute sa hiérarchie, je ne vous dis pas laquelle. Il y a dans le quartier de Belleville, des pharmacies qui font des domiciliations pour les personnes de la rue qui sont allergiques aux systèmes sociaux, qui ne veulent pas être domiciliés dans les grandes permanences. Il y a des commerçants, et notamment des pharmaciens, qui font des domiciliations pour le courrier de ces personnes-là et pour qu'ils aient une adresse pour leurs papiers et qu'ils ne soient marqués par le fait qu'ils sont de la rue. Il y a comme ça, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de gens, finalement, moi je l'apprends par ce téléphone, il y a beaucoup de gens qui cassent un peu la logique institutionnelle, qui en effet est très lourde. Alors est-ce qu'il faut s'engouffrer là-dedans et inventer plein de chemins parallèles pour qu'au final, il en émerge quelque chose ? Je ne sais pas. Mais je crois qu'il faut tous qu'on cherche, ça, c'est sûr.

*Marc Pataut* — Tout à l'heure, vous avez dit que c'était important d'enterer les gens pour ceux qui restaient, pour la dignité de ceux qui restaient. Je pense que ça, c'est vraiment important. Parce que moi, il me semble que j'ai appris quelque chose ce soir sur cette idée qu'en pensant aider les gens en les hébergeant, on casse quelque chose d'une forme de société qu'il pourrait y avoir à une autre échelle, qui pourrait être, même pas le quartier, peut être un bout de rue. Ça, je pense que c'est important et les exemples que vous nous donnez sont importants aussi parce que du coup ils me permettent à moi d'imaginer aussi une solidarité possible à toute petite échelle, qui n'est pas une grosse, grosse échelle, et ça, il me semble que c'est important que ça se sache. Puis après, juste, comme ça, plus un témoignage, quand Médecin du Monde a commencé à donner des tentes ça m'a paru comme ça un peu gadget et puis finalement le temps passant je trouve que ça donne une visibilité, parce que c'est vraiment un problème de visibilité aussi. On ne les voit pas ces gens-là et l'on n' imagine même pas qu'ils puissent faire société enfin qu'ils fassent partie de notre société, qu'ils n'aient pas les mêmes idéaux que nous de bonheur, mais enfin ils existent ! Ils ne sont pas à côté de notre société, ils sont dans notre société. Il me semble que du côté de la culture il y a aussi des choses à faire.

*Cécile* — Probablement aussi d'être pas uniquement dans ce qui leur manque mais d'être dans ce qu'on peut bâtir ensemble. Pour le collectif, il se trouve qu'il y a des personnes qui ont connu la rue, il y a de moins en moins de personnes qui ont connu la rue actuellement qui en font partie pleinement, il y a un certain nombre de personnes qui ont connu la rue qui

sont des militants à part entière du collectif et si on les accepte ce n'est pas pour les aider, c'est parce qu'ils nous aident ! Parce qu'on travaille ensemble à un projet commun. Et ça, je crois que c'est de l'inclusion de fait. Donc peut-être se demander sur quels projets communs on peut être avec des gens. Que ce soit avec l'amicale des joueurs de boules, que ce soit avec je ne sais pas quoi. Il y a quelque chose à inventer, on peut être sur des projets communs.

*Isabel* — Je voudrais rajouter un truc quand même. C'est vrai qu'on est dans une société bancaire où il n'y a plus de projets politiques, de projets de société. À Ne pas plier on vient de travailler à l'édition d'un petit bouquin sur la loi de 1901, c'est indécent de laisser toutes ces parts de travail social, c'est même irresponsable, à des associations de loi 1901, c'est scandaleux. Le Sidaction, le Téléthon, tout ça, il y en a marre. Et là c'est vrai que je rejoins un peu ce que vous dites, il y a quelque chose qui ne va plus. Ce que j'aime dans votre action c'est que c'est tellement violent, on en prend tellement plein la gueule... Aller à Thiais, quand vous dites qu'il y a les plaques, je ne les ai pas vus, j'en ai vu trois sur tout le carré que j'ai vu.

*Cécile* — Ils ont un peu de retard, mais ça vient, ça vient.

*Isabel* — Non, ils ont un peu de retard.

*Claude* — Non mais elles sont faites avec quelques semaines de retard.

*Isabel* — Ce que je veux dire par là c'est que le problème politique de cette société a la responsabilité des gens. Moi je représente une association, Philippe représente une autre association, Françoise une autre etc. et l'on est en charge de régler les différents problèmes. Mais, quand est-ce qu'on parle de la culture d'accueil, pourquoi tout le monde doit travailler ? Je pose le problème, si il y a des gens qui ne veulent pas travailler, il faudrait qu'on puisse inventer de nouvelles formes, on n'est pas obligé de travailler après tout. Votre action m'intéresse parce qu'elle est dans la réalité ; la mort, on va tous y passer donc au moins ça pose cette question-là. Nous, ça nous arrive qu'on nous téléphone, on nous dit : oh vous n'avez pas fait ça comme ça. Ben non, on n'a pas fait ça comme ça, on n'a pas forcément les moyens. Et il y a une responsabilité sociale, et c'est pour ça que j'aime bien ce que dit Claude dans ce film, c'est que c'est vrai que notre action d'association, c'est d'alerter, c'est de bouger, c'est de provoquer et de remuer ces politiques pour qu'ils fassent enfin leur boulot et qu'ils nous donnent et nous apprennent qu'il faut peut-être changer de forme sociale. On ne va pas tous être des forts, des winners et des performants du travail, du sport ou d'autre chose.

*Raoul* — La révolution, quoi.

*Isabel* — Prout Boum, du pet à la révolution, prochain spectacle d'André Benedetto à Avignon.

*Gilles* — Peut être que le fait que les chiffres des morts de la rue soient sous-estimés comme vous disiez, ne soient pas connus etc. c'est aussi le fait que ça obligerait, si les chiffres étaient vraiment publics, l'état à prendre conscience qu'on ne peut pas juste déléguer uniquement au caritatif la gestion de ce problème de société qui dépasse complètement le caritatif. Je pense qu'il y aurait un travail à mener là-dessus pour préciser ces chiffres, inclure les catégories dont vous parliez aussi et du coup qu'il y ait un véritable engagement, une véritable politique qui soit mise en place. Moi je travaille en milieu carcéral par exemple, je peux vous dire qu'aussi en milieu carcéral, actuellement, l'état se désengage totalement de l'information, du suivi des prisonniers et c'est du même ordre pour moi. C'est-à-dire que c'est très bien les volontaires et les militants, mais ça ne suffit pas face à un problème aussi grave que la prison ou les morts de la rue.

*Bernard* — Non c'est un problème politique, c'est un problème politique, il faut le dire.

*Philippe Villechalane* — Moi je ne suis pas persuadé, enfin je pense qu'il y a des enjeux sur les chiffres, mais je pense qu'il y a de vrais enjeux mais je ne pense pas que si les vrais chiffres étaient connus, qui d'après moi sont très importants. Qu'il y ait des enjeux et qu'ils soient cachés pour une part. Mais on est déjà dans une société où sans parler des morts de la rue il y a plus de sept millions de pauvres dans un pays riche comme la France, dont un million d'enfants. Il y a cinq millions de chômeurs réels, il y a vingt millions de précaires. Précaires, c'est toutes les formes de la précarité, pas que la précarité financière mais c'est que des gens qui aujourd'hui vivent bien peuvent très vite demain se retrouver en difficulté et pourquoi pas, pour les plus faibles, les moins résistants, ceux qui prennent le plus de coups dans la gueule, dans la rue. Moi je crois qu'on est déjà dans cette société-là et l'on y baigne. Je crois qu'il y a des coupables, il n'y a pas de fatalité donc il y a des coupables. Mais dans le même temps où il y a des coupables on est aussi responsable individuellement. C'est-à-dire qu'on est dans la société qu'on a construite ou qu'on est en train de construire selon l'âge qu'on a, parce que le problème des personnes sans domicile fixe, il nous concerne quand même, le regard qu'on a sur eux, le fait qu'on les rende transparents, ça nous renvoie à quelque chose quand même. Peut-être la peur, parce que ce sont des miroirs quand même, c'est-à-dire que les plus fragiles d'entre nous et l'on a tous des fragilités, on le sait ou l'on ne le sait pas, ou l'on ne s'en est pas encore rendu compte encore, ça viendra ou pas, mais les regarder comme des égaux c'est penser qu'on peut être demain dans la même situation. Donc là je pense qu'il y a une espèce de rejet et c'est plus facile de penser que ce ne sont pas des gens comme nous. Il y a cette peur

et il y a un autre aspect, c'est notre impuissance. Parce que je pense que personne ne prend plaisir à voir quelqu'un qui est dans la rue à faire la manche, qui est au bout d'un truc. Quand on n'est plus dans son corps au point où l'on ne l'est plus c'est que quand même, on a franchi des barrières mentales que l'on a du mal à imaginer. évidemment la rue c'est un problème psychiatrique au bout d'un moment, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de resocialiser, de restructurer, il y a des cassures terribles comme la drogue, comme l'alcool. On est là-dedans, on est impuissant et cette impuissance, on la prend dans la gueule quand même. On accepte que des gens vivent comme des animaux, pour certains pire que des animaux. Je ne pense pas qu'il y ait la cause et les effets, il y a des causes et des effets, mais on n'a pas à choisir, je crois qu'il faut se battre sur tous les fronts. Les morts de la rue c'est la partie finale d'un processus, c'est la partie non visible mais finale, d'un processus. Donc c'est bien de la rendre visible, ça donne du corps, de la chair aux gens, on n'est pas désincarnés. Les gens qui meurent, c'est des gens, c'est des messieurs, c'est des madames, c'est des papas, c'est des mamans, c'est des frères, c'est des sœurs, c'est des amants, c'est des maîtresses. J'attends avec impatience qu'une association fasse savoir la sexualité des gens qui sont à la rue. Ou alors on considère que quand on est SDF on n'a plus de libido. Comment c'est la sexualité de quelqu'un qui est à la rue? Et quand on a envie de chier comment on fait quand on est sans domicile fixe? Moi je suis assez d'accord avec ce qu'a dit Franck, c'est-à-dire que l'abandon successif... Tout est lié. Quand on casse le code du travail régulièrement, qu'on remet en cause les retraites, j'allais dire les acquis pour parler comme tout le monde, non ce que les gens qui travaillent ont arraché au patronat depuis des décennies et des siècles. Quand c'est remis en cause régulièrement, que la santé, ça devient effectivement le Sidaction, le Téléthon, que pour bouffer c'est les restos du cœur, que pour avoir des fringues c'est le secours populaire, que pour avoir un bon de quinze euros, il faut aller au secours catholique, c'est que la puissance publique elle a plus que failli. Mais la puissance publique elle n'est pas en dehors de nous quoi. On est des citoyens, on est des acteurs alors on a à travailler, après chacun fait ce qu'il veut, on a à travailler dans les syndicats, les associations, les partis, après chacun fait ce qu'il veut, mais on a des choix à faire au niveau politique à un moment donné.

*Marc* — Juste pour rajouter sur les chiffres, on ne connaît pas non plus le nombre de paysans qui se suicident tous les ans, on ne connaît pas le nombre de chômeurs qui se suicident tous les ans etc. [*murmures d'approbation*]

*Cécile* — C'est clair que le taux de suicide, c'est tabou. Mais je crois qu'il y a un truc quand même sur ce que vous dites, le désengagement de l'état. Il y a ça, mais il n'y a pas que ça. Il y a autre chose en parallèle qui fait partie de notre histoire c'est qu'il fut un temps, pas si ancien, ou il y avait des solidarités très fortes, tant au niveau familial, que de villages, que de

quartier etc. et comme il y a des mutations de société telles que les gens se déplacent beaucoup plus, d'un pays à l'autre d'une région à une autre, d'un métier à un autre, d'un emploi à un autre, il y a beaucoup moins le tissage. Et ça, ce n'est pas l'état qui va le faire. Ce n'est pas l'état qui va refaire tout le maillage social qui est cassé tel qu'il existait, il y a encore cinquante ans d'une certaine manière. Donc c'est à nous, c'est de notre responsabilité à tous là où l'on est de refaire du maillage. Parce qu'on n'est pas tous égaux. Quelqu'un qui perd un emploi et qui est déraciné de sa famille et qui a déjà vécu vingt ruptures dans sa vie, il a plus de chance de se retrouver dans la rue que quelqu'un qui perd un emploi et qui a des liens de voisinage, qui fait partie de trois clubs et qui a tout un entourage et un lien social de quartier. Et ça, je crois que ça nous appartient de refaire ce maillage social, y compris en y intégrant, comme vous le disiez tout à l'heure, ces gens qui vivent à la rue et qui vivent à côté de nous, font partie de notre société. Ce ne sont pas des exclus, ce n'est pas vrai, ils sont de notre société, on les voit ou l'on ne les voit pas mais ils en sont alors, comment on va les introduire dans notre maillage aussi ?

*Claude* — Je crois que je constate, moi qui suis en face de la salle qu'elle commence à se vider et que peut-être, il va falloir s'arrêter tout simplement. On a dit beaucoup de choses. Pour reprendre un tout petit peu ce qui vient d'être dit, je crois qu'on gardera toujours la double conviction que d'une part il y a du travail à faire au jour le jour, sur place, sous des tas de formes mais que d'autre part il y a des problèmes de société qui sont des problèmes politiques auxquels on doit s'attaquer et auxquels on s'attaque comme on peut là où l'on est en ne se sentant pas toujours très fort mais en espérant que des solidarités peuvent naître, se développer et aboutir à ce que la société dans laquelle nous vivons devienne plus humaine. Je crois que c'est toujours ce double travail, on n'échappe pas à cette dualité. Ceux qui pensent que tout est politique et ceux qui pensent que tout est sur le terrain, ils ont tort les uns les autres, il me semble. Je crois qu'on ne s'en tire pas autrement qu'en essayant de tenir les deux bouts, en occupant là-dedans chacun la place qu'il se sent capable d'occuper. Voilà ce que j'ai envie de dire pour finir parce que je crois qu'il faut terminer.

*Raoul* — Merci Claude, merci. [*Applaudissements*]

*Isabel* — Je voudrais rajouter quelque chose c'est qu'on a préparé un peu à manger donc si vous voulez dîner avec nous on serait contents de partager ce modeste repas. Alors le menu c'est quiche lorraine, salade, fromage, tapenade pour Claude.

*Raoul* — Votre tapenade est avancée.